



Ecole
Supérieure
Art
Avignon

École supérieure d'art Avignon
500 chemin de Balgne-Pieds
84000 Avignon
Tel : 04 90 27 04 23

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 MAI 2024

DÉLIBÉRATION N°5 Rapport social unique ESAA 2022

Étaient présent·es

Damien Malinas, président de l'ESAA,
Anne Gagniard, vice-présidente de l'ESAA, déléguée à l'enseignement supérieur,
Claude Nahoum, 1er adjoint au Maire, délégué à la vie culturelle,
Marc Simelière, conseiller municipal,
Réjane Perret, personnalité qualifiée désignée par la ville,
Émilie Masse, professeur d'enseignement artistique, conservation-restauration
Benoit Broisat, professeur d'enseignement artistique, création,
Laetitia Herbet, représentante des personnels administratifs et technique,
Gabrielle Chailloux, représentante des étudiant·es CR,
Corinne Ramelly, conseillère représentant le cabinet de Madame le Maire d'Avignon.
Morgan Labar, directeur,
Raphaëlle Mancini, administrateur,
Émilie Cosme, ressources humaines et comptabilité

Étaient absent.e.s excusé.es

Bénédicte Lefeuvre, directrice régionale DRAC PACA,
Dalia Messara, chargée de mission enseignement supérieur DRAC PACA,
Thierry Suquet, préfet du Vaucluse,
Ghislaine Persia, conseillère municipale,
Salma Ghezal, responsable pédagogique et coordination de la recherche.
Émilie Chabert, coordinatrice administrative,

Procurations

Cécile Helle, Maire d'Avignon en faveur d'Anne Gagniard,
Ghislaine Persia, conseillère municipale en faveur d'Émilie Masse
Frédérique Corcoral, adjointe au maire en faveur de Marc Simelière

La Loi n° 2019-828 crée les articles 9 bis A et 9 bis B au sein de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 relatif **au rapport social unique (RSU)**.

Elle crée également un article 33-3 au sein de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Ces articles créés un rapport social unique (RSU) qui auront vocation à rassembler en un seul document et donc se substituer aux divers rapports qu'élaborent déjà les administrations publiques tels que: le rapport sur l'état de la collectivité (aussi appelé « bilan social »), le rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes institué par la Loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, le rapport sur les fonctionnaires mis à disposition et le rapport sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue à l'article L. 323-2 du Code du travail.

Ce rapport est établi **annuellement** par l'ensemble des administrations mentionnées à l'article 2 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Ainsi, les éléments contenus au sein de ce rapport sont relatifs à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, aux parcours professionnels, aux recrutements, à la formation, aux avancements et à la promotion interne, à la mobilité, à la mise à disposition, à la rémunération, à la santé et à la sécurité au travail, incluant les aides à la protection sociale complémentaire, à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, à la diversité, à la lutte contre les discriminations, au handicap, à l'amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail.

Il intègre l'état de la situation comparée des femmes et des hommes. Il comporte ainsi des données sexuées relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, aux actes de violence, de harcèlement sexuel ou moral et aux agissements sexistes, à la rémunération et à l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle et familiale.

Il comprend en outre des indicateurs synthétiques relatifs aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dont les modalités seront fixées par décret en Conseil d'État. Il détaille, le cas échéant, l'état d'avancement des mesures du plan d'action prévu à l'article 6 septies de la Loi n° 83-634.

L'ensemble des données sont recueillies via un portail numérique dédié mis à disposition par les Centres de Gestion. Il n'est pas possible de modifier les items de ce rapport et de faire des modifications de la structure de la synthèse. Les données figurant au sein de ce rapport sont également rendus accessibles aux membres des Comités sociaux territoriaux (ex-CT).

Vous trouverez ci-joint le RSU de l'ESAA pour l'année 2022. Ce document ne peut être modifié car il s'agit de données de recensement national par les préfectures.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts du 18 février 2013 de l'EPCC ;
Vu La Loi n° 2019-828 créant les articles 9 bis A et 9 bis B au sein de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et créant également un article 33-3 au sein de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Le Conseil d'administration, réuni le 17 mai 2024, après en avoir délibéré :

PREND ACTE du rapport social unique 2022 de l'École supérieure d'art d'Avignon.

Vote	
Nombre de votants	12 dont 3 pouvoirs
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

Le Président du Conseil d'administration
Damien Malinas



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 Nîmes CEDEX 09 – Tél. : 04 66 27 37 00 – Fax : 04 66 36 27 86 – greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux